

La jeunesse étudiante face au recul de ses droits

Depuis quelques années les politiques publiques censées soutenir la vie étudiante sont vivement critiquées par les jeunes concernés : les conditions de vie se dégradent, la sélection est désormais omniprésente tout au long de leur parcours, montrant une démocratisation de l'enseignement supérieur en panne.

Adrien LIÉNARD, membre du Bureau national, chargé des relations internationales et responsable des questions sociales à l'Union nationale des étudiants de France (Unef)

Les deux années du quinquennat d'Emmanuel Macron qui viennent de s'écouler n'ont cessé d'aggraver la situation de la jeunesse étudiante : nous ne pouvons plus choisir de nous inscrire dans la filière de notre choix après le baccalauréat ; une fois l'inscription passée, l'évolution des modalités de contrôle des connaissances a rendu notre réussite plus difficile ; nos difficultés financières ne cessent de s'accroître, menaçant de plus en plus nos études ; et maintenant notre nationalité conditionne les frais que nous payons pour nous inscrire à l'université. A cela s'ajoutent des discriminations sexistes, racistes, « LGBTIphobes » qui ne diminuent pas, que nous vivons dans nos établissements, au quotidien, et qui impactent également notre réussite. Ainsi, l'objectif de démocratisation de l'enseignement supérieur et l'idée selon laquelle l'éducation nous permettrait de rétablir l'égalité face à la réussite, et de lutter contre la reproduction sociale, s'éloignent de plus en plus.

Pourtant, face à cela, les étudiantes et les étudiants ne sont pas résignés, ni la jeunesse en général. Alors que le gouvernement met en avant le service national universel (SNU), sous couvert de promouvoir l'engagement des jeunes, la jeunesse prouve qu'elle n'attend pas pour s'engager : entre les mobilisations pour le climat de cette année⁽¹⁾, l'opposition à l'augmentation des frais d'inscription pour les jeunes étudiants étrangers⁽²⁾, les mobilisations contre la loi « Orientation et réussite des étudiants », instaurant la sélection à l'entrée de l'université en 2017-2018⁽³⁾, et la mobilisation contre la réforme du bac, fin 2018, les jeunes montrent leur volonté de se battre pour leur avenir.

Entrer et réussir à l'université : une sélection au long cours

Faire des études est, pour beaucoup, un parcours du combattant depuis longtemps. En effet, le sous-financement chronique de nos universités, qui ne permet pas de faire face à l'augmentation continue de la population étudiante, a dégradé nos conditions d'étude (locaux délabrés, cours sursurchargés, matériel inadéquat etc.). Dans le même temps, la pédagogie universitaire et

nos modes d'évaluation nous mettent plus en concurrence entre nous qu'ils ne nous garantissent un apprentissage efficace. Cette situation s'est aggravée. Il est de plus en plus difficile de faire des études car il faut tout d'abord pouvoir s'inscrire dans la filière de son choix. La mise en place de Parcoursup a généralisé la sélection des étudiantes et étudiants. Injuste et décourageante, cette sélection ne permet même pas d'essayer de réussir dans la filière choisie et part du principe que certaines et certains échoueront forcément ; également obscure, elle se fait par le biais d'algorithmes paramétrés par les universités, dont les critères ne sont pas connus⁽⁴⁾.

Cette sélection s'est accompagnée d'une réforme des modalités de contrôle des connaissances. Ainsi, depuis août 2018, une grande partie des modalités d'évaluation n'est plus cadrée nationalement et dépend des universités, supprimant ainsi la garantie d'un droit réel à une seconde chance, durant les études. Entre autres, la compensation des matières (c'est-à-dire le conditionnement de la validation des semestres et/ou de l'année à la moyenne des notes obtenues durant les examens et non pas à la validation de chaque matière indépendamment) et les rattrapages ne sont plus obligatoires.

Ces droits étudiants nous garantissaient une seconde chance, nécessaire notamment lors du passage entre le lycée et l'université. Sans ces droits, nous sommes censés réussir du premier coup pour avancer dans nos études. Cela contribue à accentuer

(1) Voir l'article dans ce dossier p. 51.

(2) Voir Françoise Dumont, « Étudiants étrangers : "bienvenue en France" », in *H&L* n° 185, mars 2019, p. 19-21 (www.ldh-france.org/wp-content/uploads/2019/04/HL185-Actualit%C3%A9-6.-Etudiants-%C3%A9trangers-bienvenue-en-France.pdf).

(3) Voir Philippe Blanchet, « Parcoursup, un dispositif dangereux », in *H&L* n° 182, juin 2018, p. 14-16 (www.ldh-france.org/wp-content/uploads/2018/07/HL182-Actualit%C3%A9-2.-Parcoursup-un-outil-dangereux.pdf).

(4) Voir Françoise Dumont « Parcoursup, un système opaque et pernicieux », in *H&L* n° 184, décembre 2018, p. 15-17 (www.ldh-france.org/wp-content/uploads/2019/01/HL184-Actualit%C3%A9-3.-Parcoursup-un-syst%C3%A8me-opaque-et-pernicieux.pdf).

« La précarité étudiante est un frein à la réussite car elle oblige les jeunes à se salarier pendant les études, elle génère du stress, des inquiétudes importantes. Ainsi, la progression constante du coût de la vie étudiante d'année en année aggrave la sélection sociale qui s'opère dans nos universités. »

la reproduction sociale car les jeunes qui ont besoin de plus de temps pour étudier sont souvent ceux se trouvant dans les situations les plus précaires. Pour permettre à tous les jeunes qui le souhaitent, quel que soit leur milieu social, de se former dans nos universités, il est essentiel de garantir cette seconde chance, tout en développant l'accompagnement de celles et ceux en difficulté. Enfin, la suppression de ces droits va dans le sens de l'affaiblissement du cadrage national des diplômes, qui permet de garantir un maximum de droits communs aux étudiantes et étudiants, quelle que soit leur université, augmentant ainsi les inégalités territoriales. La segmentation des universités (entre celles qui ont de gros budgets et celles qui sont en difficulté budgétaire), influençant de manière certaine la réussite des jeunes, risque donc de se renforcer.

Des inégalités sociales qui s'aggravent et fragilisent les jeunes

A cette sélection par la suppression de notre droit à une seconde chance à l'entrée de l'université et durant nos études s'ajoute une autre sélection, sociale, qui ne cesse de progresser. La précarité étudiante est en effet un frein à la réussite car elle nous oblige à nous salarier pendant nos études, génère du stress, des privations et des inquiétudes importantes. La progression constante du coût de la vie étudiante d'année en année aggrave la sélection sociale qui s'opère dans nos universités. La stagnation des aides sociales (les aides au logement ont diminué puis stagné, alors que les loyers augmentent, et les bourses, qui n'ont pas réellement augmenté depuis cinq ans, ont été très légèrement revalorisées cette année) et l'augmentation des frais que doivent engager les jeunes (logement, transport, cotisation vie étudiante et de campus etc.) aboutissent à une situation critique. Cette tendance renforce les inégalités sociales dans l'accès et la réussite à l'université.

Cette précarité financière se retrouve dans les chiffres du salariat étudiant : aujourd'hui, c'est près d'un jeune sur deux qui travaille en parallèle de ses études, ce qui multiplie par quatre la probabilité d'échouer aux examens et empêche la poursuite d'études pour beaucoup. Nous assistons également à une « ubérisation » du salariat étudiant, car chacun cherche un emploi qui correspond à ses contraintes à l'université.

Etudiants étrangers : triple précarité et tri discriminatoire

Cette année universitaire a aussi été marquée par la hausse des frais d'inscription pour la population étudiante étrangère ne venant pas de l'Union européenne. Les frais d'inscription à l'université restent fixés à cent soixante-dix euros l'année en licence,



© JOHN LOO, LICENCE CC

et deux cent trente euros l'année en master, pour les personnes étudiantes françaises et européennes, mais passent à deux mille sept cent soixante-dix euros l'année en licence, et trois mille sept cent soixante-dix euros l'année en master, pour la population étudiante étrangère hors Union européenne. Il s'agit donc d'une multiplication par quinze des frais d'inscription, d'une année sur l'autre. Si de nombreux établissements d'enseignement supérieur ont déclaré qu'ils n'appliqueront pas cette différenciation des frais d'inscription pour la rentrée prochaine, notamment grâce à la mobilisation des jeunes, aucune garantie n'est donnée pour les années suivantes.

A ces frais d'inscription différenciés s'ajoutent de nombreuses difficultés pour celles et ceux qui vivent une triple précarité aussi bien financière, administrative que pédagogique. En effet, de nombreux frais doivent être engagés (frais de dossier, tests de français, justification de sept mille six cents euros sur un compte bancaire, etc.) et les bourses sur critères sociaux ne leur sont pas accessibles. Les difficultés administratives sont également nombreuses : sélection très forte, justification d'un logement avant même d'être sur le territoire français (pour certains pays), procédure de renouvellement complexe, difficulté



d'être en capacité de travailler en parallèle de ses études, etc. Enfin, l'accompagnement pédagogique est très faible une fois dans l'université, et l'obtention d'un renouvellement de titre de séjour dépend de l'appréciation de la préfecture et non du personnel enseignant.

Des mobilisations constantes pour un droit à un avenir

Ces derniers mois ont été marqués par de fortes mobilisations, dénonçant l'inaction des différents gouvernements sur le sujet climatique, exigeant des mesures afin de préserver la planète qui, chaque année, se détériore davantage en raison d'un système de production épuisant les ressources naturelles et polluant l'air et les eaux. Ces mobilisations ont été massives et illustrent la volonté des jeunes de défendre leur droit à avoir un avenir.

Pourtant, si elles ont été importantes, les marches pour le climat ne sont pas les seules mobilisations, ces dernières années, matérialisant l'inquiétude des jeunes pour leur avenir. En effet, par les mobilisations contre la mise en place de la sélection à l'entrée de l'université à travers la loi « Orientation et réussite des étudiants » (loi ORE), nous défendons le droit de choisir notre formation

La politique menée par le gouvernement actuel n'a cessé d'aggraver la situation des jeunes étudiants : ils ne peuvent plus choisir de s'inscrire dans la filière de leur choix après le baccalauréat et, une fois l'inscription passée, l'évolution des modalités de contrôle des connaissances a rendu leur réussite plus difficile.

et donc notre avenir. C'était le cas, aussi, pour les lycéennes et lycéens, en novembre et décembre 2018. Cette volonté fait également écho à des mobilisations plus lointaines contre la loi travail, en 2016. Ainsi, contrairement aux visions paternalistes d'une jeunesse qui se désintéresserait de la politique, ces mobilisations prouvent le contraire : les jeunes continuent à s'engager, se révolter face au gouvernement actuel.

Face à une population étudiante et à une jeunesse qui refuse de voir son quotidien se dégrader, la réponse du gouvernement réside dans la mise en place de politiques paternalistes, dans le mépris de la mobilisation des jeunes, et dans la répression policière. Ainsi, le SNU serait la solution pour faire comprendre aux jeunes la nécessité de s'engager et leur apprendre la citoyenneté. Pourtant, ce n'est pas rester au soleil pendant des heures qui donne envie de s'engager. En réalité, le service national universel n'est qu'une politique de mise au pas d'une jeunesse qui affirme son droit à avoir un futur vivable et socialement juste. Dans le même sens, au lieu d'écouter les revendications portées par les jeunes, la réponse est policière, avec une répression des manifestations et l'envoi des forces de l'ordre pour débloquent les universités. Cette stratégie s'accompagne de libertés syndicales de plus en plus limitées, dans les universités : qu'il s'agisse d'intervenir dans les cours, de distribuer des tracts ou d'organiser des événements, les restrictions sont nombreuses.

Ainsi, la politique menée par le gouvernement d'Emmanuel Macron ne cesse de dégrader les conditions de vie et d'étude, et a largement fait reculer la démocratisation de l'enseignement supérieur. Face à un gouvernement qui méprise les corps intermédiaires et refuse d'écouter les revendications de la population en général et des jeunes, les étudiantes et les étudiants continuent d'agir pour garder le contrôle de leur avenir. Alors que le gouvernement maintient sa politique libérale, elles et ils continuent d'exiger des conditions de vie décentes, une refonte en profondeur des aides sociales, l'ouverture des portes de l'enseignement supérieur et l'abandon des réformes rétrogrades successivement imposées, contre leur avis. ●

« Entre les mobilisations pour le climat, l'opposition à l'augmentation des frais d'inscription pour les jeunes étudiants étrangers, les mobilisations contre la loi "Orientation et réussite des étudiants" et la mobilisation contre la réforme du bac, les jeunes montrent leur volonté de se battre pour leur avenir. »